

LA CRISE INTERNATIONALE ET LES CINQ CHANTIERS

JEAN-PIERRE KAMBILA

AUTANT les cinq chantiers que les travaux liés aux contrats chinois, qui en fait constituent la première tranche d'exécution du projet global proposé par Joseph Kabila pour reconstruire le pays, ont été conçus avant l'avènement de la crise financière.

Si l'on considère le moment de leur conception, « les cinq chantiers pour la reconstruction » naissent dans une période d'optimisme, dans une certaine euphorie, le monde semblait en pleine croissance économique, la pauvreté reculait dans plusieurs parties du monde, dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique du Sud notamment. Jacques Attali, l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand, pense que « la croissance économique de la planète était la plus rapide de l'Histoire. Tout laissait augurer qu'elle allait se poursuivre pendant

plusieurs décennies grâce à un très fort essor démographique, à l'existence d'une épargne abondante, à des progrès techniques extraordinaires permettant par surcroît de la réorienter vers un développement plus durable ».

En RDC aussi, l'atmosphère générale était à l'euphorie malgré une longue guerre ayant entraîné plus de cinq millions de morts. Hostilités précédées par une interminable dictature de trente-deux années, que le président Sarkozy qualifiera plus tard de régime baroque, ayant tout détruit, non seulement les infrastructures, mais aussi les valeurs, les principes, les institutions, le système de santé, celui de l'éducation, la confiance même du peuple en lui-même et en ses dirigeants. En dépit de ce lourd passé, les politiciens congolais n'avaient-ils pas, avec l'aide des puissances occidentales

notamment, réussi à se mettre d'accord pour arrêter la guerre et initier un processus devant conduire à l'installation d'une démocratie ? Le pouvoir de Kinshasa, héritier de la légalité institutionnelle, avait montré sa maturité à la face du monde, en acceptant d'incorporer les responsables des différentes rébellions dans le système politique de transition dit du 1+4. La campagne électorale, la première démocratique depuis plus de quarante ans, se déroula sans incidents graves.

Du point de vue économique, la RDC, sans satisfaire encore à tous les préalables du décollage économique, ni avoir rempli toutes les conditionnalités du FMI pour aboutir à l'annulation de sa dette et ainsi bénéficier de tous les avantages des financements internationaux, s'efforçait de présenter une bonne figure. Pendant les années de transition et bien après, grâce à la maîtrise des grands équilibres macroéconomiques, le cours d'échange de la monnaie nationale est resté relativement stable à environ 500 FC pour 1 dollar US.

Les premiers dérapages de la monnaie n'eurent lieu qu'avec la brutale baisse des ventes de matières premières vers la fin 2008. À certains moments de cette période de relative euphorie, les avions en partance de Kinshasa ou de Lubumbashi pour les grandes capitales européennes affichaient complet semaine après semaine. Il était quasiment impossible de trouver des places d'hôtel dans la capitale et la ville cuprifère. Le regain d'espoir entraîna d'ailleurs un réel boom immobilier, dont les effets étaient encore visibles en ce milieu de l'an 2009. C'était l'époque de la ruée vers les mines de cuivre, de cobalt, de coltan, de diamant et autres au Kivu, au Kasai ou au Katanga.

Depuis tout a changé, la crise financière en provenance des États-Unis s'est étendue et transformée en véritable crise économique, plongeant les pays les plus nantis dans la récession, compliquant encore davantage la situation des pays en difficulté économique, dont le nôtre. En quelques semaines, la première crise majeure de la mondialisation touchait le Katanga. La presse annonçait la fermeture des mines ouvertes quelques mois auparavant avec des centaines de milliers de pertes d'emplois. Démarrée aux États-Unis, par l'imbrication des économies, grâce à Internet, aux compagnies d'assurances actives partout dans le monde, aux banques d'affaires aux ramifications internationales, aux facilités de transport, aux sociétés multinationales de divers secteurs, elle devient rapidement planétaire. La fin de cette première décennie du XXI^e siècle s'avère être une période de ruptures, de cassures, de re-composition générale des forces géostratégiques, des formes sociales, des acteurs économiques et des repères culturels. Partout, alarme et désarroi succèdent à la grande espérance d'un nouvel ordre mondial. La RDC saura-t-elle, malgré l'important ralentissement des affaires mondiales et en dépit de la raréfaction des investissements étrangers, conduire son programme de reconstruction des cinq chantiers comme préalablement élaboré ?

La crise internationale actuelle trouve son origine dans l'affaiblissement du pouvoir d'achat des classes moyennes américaines et européennes. C'est en effet l'absence d'un pouvoir d'achat équivalent au niveau des prix des logements et autres objets de consommation courante offerts sur le marché qui explique la nécessité dans laquelle le système fi-

nancier s'est trouvé d'endetter les clients pour stimuler les ventes et ainsi maintenir le niveau de production.

La pratique risquée des banques américaines, dite des *subprimes*, consistant à accorder des crédits immobiliers et autres à des débiteurs à revenu modeste et ne pouvant garantir leurs achats que par les biens eux-mêmes, ne s'explique pas autrement. Il y avait en effet un déséquilibre prononcé entre une offre toujours abondante, variée et coûteuse des biens et un pouvoir d'achat en constante baisse. La seule issue pour ne pas bloquer la machine économique, sans augmenter les revenus, consistait à permettre ou à faciliter l'endettement des gagne-petit. Dès le milieu des années soixante-dix, profitant de la dérégulation, les crédits à la consommation, destinés à l'achat de voitures, d'appareils électroménagers et autres, se généralisent. Le crédit hypothécaire suivra une voie identique, les États occidentaux le facilitent et le simplifient. En 1977, les États-Unis édictent « The Community Reinvestment Act » qui encourage les caisses d'épargne et les banques à prêter aux communautés défavorisées ; des courtiers privés payés au pourcentage des ventes réalisées poussent le maximum de gens à devenir propriétaires, parfois en s'engageant sur des sommes représentant plus de trente ou quarante fois leurs revenus annuels. Et comme le niveau de l'endettement est fonction de la valeur du gage, en l'occurrence le logement, plus le prix monte, plus les gens s'endettent. Sous l'emprise de l'ultralibéralisme, dopé par la dérégulation, l'engouement de l'endettement entraîne également les entrepreneurs dans la spirale, ils contractent des crédits de plus en plus risqués. La mode économique veut que l'on achète des

entreprises avec peu de fonds propres et un gros endettement. Puisque les taux d'intérêt sont bas, pourquoi s'en priver ?

Pour le monde francophone, Bernard Tapie sera le personnage emblématique de cette mode. Les théoriciens mettent en avant l'effet de levier et encensent la thèse de l'effet de richesse. Et comme les taux d'intérêt débiteur baissent encore, ce que fait la FED aux USA à partir de 2003, les entreprises autant que les privés s'endettent encore plus et la machine s'emballer davantage, poussant les banquiers à rechercher encore plus d'épargne à redistribuer aux débiteurs. La course effrénée de l'épargne explique la titrisation des crédits et l'apparition de produits dérivés, phénomènes venant encore fragiliser le système financier. La titrisation consiste à créer des titres boursiers représentant les crédits alloués pour les vendre à d'autres épargnants et ainsi mobiliser encore d'autres fonds à offrir sur les marchés financiers.

Comme leur nom l'indique, les dérivés sont des instruments financiers dont la valeur dérive des actifs, mais dont la caractéristique essentielle est justement de s'assurer contre le risque de variation de valeur de ces mêmes actifs. Les produits titrisés et les dérivés promettaient des rendements énormes. Tant que les débiteurs pouvaient payer les intérêts, le système sophistiqué tournait. En 2007, les Américains cumulaient 900 milliards de dollars de dette privée, soit 98 % du PIB de leur pays, alors que l'endettement total s'élevait à 350 % du PIB. La bulle ne pouvait qu'exploser, il a suffi que quelques débiteurs ne suivent plus pour que le château de cartes tombe et entraîne le tout dans son sillage. Progressivement, l'euphorie fit place à la panique. L'immobilier ne se vendant plus,

les bénéficiaires des crédits immobiliers ne payant plus, les banques et le secteur de la construction furent les premiers touchés, entraînant assez rapidement toutes les industries liées. Et l'engrenage se mit en marche, de fil en aiguille la tâche d'huile se répandit, poussant les banques les plus réputées au bord de la faillite et entraînant les interventions gouvernementales américaines et européennes que nous connaissons.

Les USD durent mettre en place un plan de sauvetage de sept cents milliards de dollars sans pouvoir provoquer, à court terme, la relance de la machine financière. Et lorsque, à la fin du mois de septembre 2009, Washington annonça la fin officielle de la récession, le niveau du chômage américain demeura inquiétant.

Pendant un certain temps, les Africains crurent que le caractère encore embryonnaire de leurs systèmes bancaires leur éviterait d'être entraînés dans la crise financière. Erreur de jugement ! La crise internationale pénétra l'Afrique, avec fracas, à travers plusieurs canaux dont la chute des prix des matières premières. Faut-il souligner que les exportations de ce secteur représentent jusqu'à 90 % des revenus extérieures du continent. Une autre conséquence directe sera le recul des investissements étrangers. Sur ce plan, pour notre pays, le manque d'investissement a été estimé à 1,8 milliard de USD. Les envois de fonds des travailleurs émigrés devraient aussi diminuer. Il faut même s'attendre à un retour de certains de nos migrants, victimes du

nouveau protectionnisme des pays occidentaux qui passe par le blocage des flux migratoires. On a vu apparaître à Kinshasa des panneaux publicitaires tendant à décourager les jeunes Congolais d'aller en Europe. La Grande-Bretagne et la Suisse sont allées jusqu'à financer un colloque économique prônant le retour des immigrés pour faire des affaires en affaires. L'aide publique baissera également, il est évident que les gouvernants du Nord, comme lors des précédentes crises, s'attacheront à résoudre d'abord les problèmes sociaux concernant leurs propres citoyens. Les spécialistes craignent encore que la Chine baisse ses interventions en Afrique et donc en RDC.

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire internationale, s'inquiète des conséquences de la crise pour l'Afrique, son organisation anticipe un taux de croissance au plus bas depuis 60 ans. Selon les spécialistes de la Banque mondiale, très pessimistes pour l'Afrique, la croissance de notre continent, initialement prévue à 5,4 % pour les années 2009-2010, ne sera que de 3,3 %. La dégradation de la conjoncture pourrait conduire à une sévère crise humanitaire prévient-on. Shanta Devrajani, le chef économiste de cette institution, craint que la situation ne s'aggrave de 700 000 décès annuels.

À entendre les économistes, les lendemains ne sont pas enchanteurs pour l'Afrique, comment alors garder son optimisme pour les cinq chantiers de la RDC ? ¶

